

Service Prévention des Risques
Techniques
Tél : 04 88 17 88 85

Avignon, le **26 JUIN 2023**

**Procès verbal de la séance du 20 avril 2023
de la commission départementale de la nature, des paysages et
des sites dans sa formation carrières , sous la présidence de
Monsieur Christian GUYARD, secrétaire général de la Préfecture**

1) Etaient présents:

Collège 1 : collège des représentants des services de l'Etat :

Monsieur Olivier SUJOL	représentant le chef de l'unité interdépartementale Vaucluse-Arles de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et Monsieur le directeur départemental des territoires par mandat.
Monsieur Philippe BERNARD	Directeur départemental de la protection des populations, représentant Madame la cheffe du service départemental de l'architecture et du patrimoine, par mandat.

Collège 2 : Collège des représentants des élus :

Monsieur Roger ROSSIN	Maire de Cairanne représentant Monsieur Christian MOUNIER, conseiller départemental, par mandat
-----------------------	---

Collège 3 : Collège de personnes qualifiées en matière de sciences de la nature, de la protection des sites ou du cadre de vie, de représentants d'associations agréées de protection de l'environnement :

Monsieur Pierre VAQUE	Association France Nature Environnement, représentant monsieur Philippe LE MANER, par mandat
-----------------------	--

Collège 4 : Collège de personnes compétentes en matière de carrières :

Monsieur Mathieu ANGLES	Société des Carrières Vauclusiennes
Monsieur Jean-Claude MARONCELLI	Société des Carrières Maroncelli suppléant de Monsieur Jacques CORNUT-CHAUVIN
Monsieur Nicolas FAURE	Société COPAT
Monsieur Bruno DELORME	Société DELORME SAS

Autres personnes présentes :

Madame Katy RICARD	Maire de MORNAS – ayant voix délibérative pour le dossier de la carrière « Mourre de Lira » à Mornas
Monsieur Nicolas CROZEL	Société ETABLISSEMENTS RICARD SARL. Représentant Monsieur Gérard CROZEL, gérant de l'entreprise, par mandat
Monsieur Thierry GAILLARD	Bureau d'études ATDX
Monsieur Vincent REY	Unité territoriale Vaucluse-Arles de la DREAL PACA Rapporteur du dossier RICARD
Madame Nathalie ARNAUD Madame Fabienne ANDRE	Service prévention des risques techniques de la DDPP

2) Etaient absents excusés :

Madame Marielle FABRE	Conseillère départementale
Monsieur Christian MOUNIER	Conseiller départemental
Madame Elisabeth AMOROS	Conseillère départementale
Madame Noëlle TRINQUIER	Conseillère départementale
Monsieur Louis DRIEY	Maire de Piolenc
Monsieur Christian PEYRON	Maire de Mondragon

3) Absents non excusés :

Monsieur Vincent VALLES	Hydrogéologue – Membre du collège des personnes qualifiées
-------------------------	--

Monsieur le secrétaire général ouvre la séance, après avoir constaté que le quorum est atteint.

Il présente l'ordre du jour et rappelle que la présentation du schéma régional des carrières sera faite par visioconférence par Madame Sylvaine YSE, du service Biodiversité et Paysages de la DREAL PACA.

La connexion est établie, Monsieur le secrétaire général demande à chacun des participants de se présenter et donne la parole à Madame YSE qui est le rapporteur de la DREAL PACA sur ce dossier.

1 – Le projet de schéma régional des carrières (SRC) :

Madame Sylvaine IZE présente aux membres le contenu réglementaire du schéma régional des carrières défini à l'article L 515-3-I du code de l'environnement. Il est précisé que le rapport de la DREAL PACA du 19 janvier 2023, transmis à l'ensemble des membres est annexé au présent compte rendu.

Madame IZE rappelle que le projet de SRC a été établi en mobilisant depuis 2017, un comité de pilotage présidé par le préfet de région, réunissant les représentants de l'État, et les partenaires institutionnels, socio-économiques et associatifs.

Le code de l'environnement prévoit la consultation de la CDNPS dans le processus d'élaboration des SRC. Cette phase de consultation fait suite à deux précédentes étapes : la concertation préalable du public et la consultation des EPCI.

Elle précise que la région est une région auto-suffisante, car elle dispose d'une ressource minérale importante. Près de 60 % du territoire est couvert par des gisements potentiellement exploitables. La région PACA est quasi-autonome pour la production des matériaux courants, ce qui dispense de nombreux échanges avec les départements hors de la région.

Le projet de SRC identifie les gisements d'intérêt national et régional (GIN/GIR) qui seront à prendre en compte lors de l'élaboration des documents d'urbanisme et dresse un constat d'une utilisation des ressources secondaires encore trop limitée (14 % de la quantité totale de matériaux consommés, représentant seulement 33 % du gisement identifié).

Le transport de matériaux s'effectue principalement via les routes, avec des distances en augmentation. C'est pourquoi des mesures sont proposées visant à réduire les distances parcourues et encourager le report modal.

Le SCR a fait l'objet d'une évaluation environnementale réalisée par le bureau d'étude ECOVIA, qui démontre que le projet est compatible avec les objectifs, les dispositions et les mesures des documents-cadres tels que le SDAGE, les SAGE et le SRADDET.

En conclusion, le projet de schéma régional des carrières, élaboré depuis 2017, est un schéma régional qui fournit une vision globale de long terme de la thématique de l'approvisionnement en matériaux, à l'échelle régionale, succédant ainsi aux schémas départementaux des carrières.

La DREAL PACA propose aux membres de la CDNPS d'émettre un avis favorable au projet de schéma régional des carrières.

Monsieur le secrétaire général demande aux membres si quelqu'un a des remarques à formuler.

Monsieur DELORME, prend la parole et précise qu'il a quelques remarques sur la rédaction du projet de schéma régional des carrières. Il est chargé de relayer l'avis de l'Unicem sur la version 4 du projet qui est soumis à l'avis de la CDNPS. Ce document est annexé au présent compte rendu.

Il précise que l'UNICEM demande aux représentants de la profession siégeant en CDNPS de voter « Pour » le projet de schéma régional des carrières sous réserve de la prise en compte de 7 remarques.

Monsieur DELORME précise que le projet de schéma régional, dans sa version actuelle, ne peut imposer le retour systématique à la zone agricole après exploitation.

Il fait part également que le SRC ne peut créer d'enjeu rédhibitoire notamment par le périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN).

Il cite également plusieurs erreurs et oublis concernant la cartographie.

Monsieur le secrétaire général demande quelles sont les suites qui pourront être apportées à ces remarques.

Madame YZE répond que l'ensemble de ces remarques sont à l'étude actuellement.

Monsieur VAQUE demande à avoir des précisions sur le recyclage des matériaux.

Monsieur ROSSIN souhaite savoir si monsieur VAQUE a des exemples précis à donner.

Monsieur VAQUE répond qu'il souhaite avoir des précisions sur les matériaux recyclés près de chez lui.

Monsieur DELORME précise que le réaménagement et le recyclage des matériaux sont des enjeux actuellement.

Monsieur REY rappelle qu'il existe une réglementation entourant l'apport de matériaux extérieurs, et une procédure de traçabilité.

Monsieur VAQUE précise que lors de la réalisation des travaux sur le site de l'aire de repos de Mornas, il ne lui a pas été possible d'avoir connaissance de la traçabilité des matériaux, même après en avoir fait la demande. Il ignore, encore à ce jour la provenance du camion et l'origine des matériaux entrés dans la carrière près de chez lui.

Monsieur SUJOL précise que la DREAL va étudier les faits énoncés par Monsieur VAQUE.

Monsieur REY, rappelle que si tel est le cas, Monsieur VAQUE doit déposer plainte.

Monsieur le secrétaire général demande s'il y a d'autres questions.

En l'absence de question, Monsieur le secrétaire général propose de passer au vote.

Le vote de la commission est comme suit :

Avis défavorable : 0

Abstention : 0

Avis favorable à l'unanimité.

Le collège des carrières votent pour, sous réserve de la prise en compte de l'avis de l'Unicem.

Deux documents sont annexés au présent compte rendu :

- la position de l'Unicem remis par Monsieur DELORME
- le document remis par Monsieur VAQUE

2 – Le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par la société Etablissements RICARD à l'effet d'obtenir le renouvellement et l'extension de la carrière « Mourre de Lira » à Mornas :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture rappelle que le dossier inscrit à l'ordre du jour est la demande d'autorisation environnementale, déposée par la société Etablissements RICARD SARL, afin d'obtenir l'autorisation d'exploiter et d'étendre la carrière « Mourre de Lira » à Mornas pour une durée de 25 ans.

Madame le maire de MORNAS est présente, elle a voix délibérative pour ce dossier.

Monsieur le secrétaire général donne la parole à Monsieur Vincent REY de l'unité interdépartementale Vaucluse-Arles de la DREAL PACA qui est le rapporteur du dossier.

Monsieur Rey présente le rapport qui a été transmis aux membres de la commission.

Il précise que le dossier a été déposé le 22 septembre 2021, puis complété, par la société Etablissements RICARD SARL, qu'il s'agit d'une demande de renouvellement et d'extension de l'autorisation d'exploiter la carrière « Mourre de Lira » située sur le territoire de la commune de MORNAS comportant également une autorisation de défricher.

La quantité moyenne de matériaux extraits est de 55 000 tonnes/an. La quantité maximale est de 90 000 tonnes /an.

Concernant la remise en état du site, les opérations d'exploitation et de remise en état conduiront à une reconversion du site pour un usage en tant que zone naturelle, s'intégrant au sein du massif forestier d'Uchaux.

Dans le cadre de l'instruction de ce dossier, ont été saisis pour avis, l'autorité environnementale, la direction départementale des territoires, l'agence régionale de santé, la commission locale de l'eau, la direction régionale des affaires culturelles, l'institut national de l'origine et de la qualité, le service biodiversité, eau et paysages de la DREAL PACA, le service départemental d'incendie et de secours, les communes de Mornas, Mondragon, Piolenc, Uchaux, Venejan, le conseil départemental et le conseil communautaire de la communauté de communes Rhône-Lez-Provence.

Une enquête publique s'est déroulée du 28 novembre 2022 au 6 janvier 2023 inclus en mairie de Mornas, au cours de laquelle, le public a pu s'exprimer.

L'Unité interdépartementale de la DREAL PACA propose de donner une suite favorable à la demande de la société Etablissements RICARD SARL.

A l'issue de cette présentation, monsieur le secrétaire général demande aux membres de la commission si quelqu'un a des questions ou observations sur ce dossier.

Madame le Maire prend la parole et tiens à préciser qu'elle n'a aucun intérêt avec cette société. Elle est favorable à ce que l'entreprise se développe sur sa commune mais elle trouve regrettable

que l'avis de son conseil municipal ne soit pas pris en compte, notamment sur la durée de l'exploitation de cette carrière.

Elle précise que le conseil municipal a fait preuve d'un accompagnement de cette société, notamment pour permettre son extension, que c'est un sujet difficile vis à vis de la population de la commune dans la mesure où le maire doit faire vivre son territoire, tout en tenant compte de l'avis de l'ensemble des habitants de sa commune.

Cependant, la proposition faite d'autoriser cette carrière pour une durée de 25 ans s'inscrit dans le marbre vis à vis de la population et de la protection de l'environnement. Elle insiste pour dire qu'une durée beaucoup mieux maîtrisée aurait été préférable.

S'agissant du comité de suivi de la carrière, elle informe les membres qu'à ce jour, elle n'a jamais été conviée et cela depuis qu'elle est élue.

Enfin, elle souhaite un rectificatif au sujet des délibérations.

Monsieur le secrétaire général prend la parole afin de lui préciser qu'une réunion a eu lieu avec Madame la préfète et les services de la DREAL PACA et que le choix s'est fait de proposer une autorisation pour 25 ans.

Monsieur REY précise qu'un comité de suivi est prévu.

Monsieur SUJOL prend la parole pour expliquer que la réduction de la durée aurait impliqué de redéposer un nouveau dossier, avec une nouvelle procédure.

Monsieur VAQUE indique qu'il a déposé un dossier technique ; qu'il est allé trois fois voir la commissaire enquêtrice durant ses permanences lors de l'enquête publique et qu'aucune réponse sur les éléments techniques demandés ne lui ont été adressés. Il remet la copie d'un courrier à Monsieur le secrétaire général.

Monsieur REY lui rappelle que toutes ses demandes ont été analysées et prises en compte dans le rapport de la commissaire enquêtrice, notamment à la page 32 du rapport et des conclusions et qu'il s'agit d'une carrière de calcaire et pas de sable.

M. VAQUE évoque des problèmes de tarissement de sources liés aux travaux d'extraction.

Monsieur REY répond qu'une étude hydrogéologique a été produite dans le cadre du dossier de demande d'autorisation et que l'hydrogéologue n'a pas identifié ce type de problématique.

Madame le Maire précise qu'effectivement l'exploitation de la carrière a eu un impact sur les sources. La commune a demandé un déclassement de la zone. Une partie a été classée en zone spécifique par crainte et par souci de protéger la nappe phréatique.

M. Rey rappelle que l'exploitation des sables est interdite dans l'arrêté préfectoral.

Monsieur VAQUE est septique et précise que la carrière peut sortir du sable sans que personne ne puisse s'en apercevoir.

Monsieur DELORME indique que l'extraction du sable situé sous les calcaires gréseux nécessiterait d'importants travaux de terrassement qui ne pourraient pas passer inaperçus.

Madame le maire précise que cette carrière a déjà exploité du sable, sous couvert d'autorisations précédentes.

Monsieur VAQUE confirme que la carrière a par le passé exploité du sable.

Monsieur le secrétaire général demande si quelqu'un a des questions à poser. En l'absence d'autre question, il propose de faire entrer l'exploitant.

Monsieur Nicolas CROZEL, directeur au sein de la société, est présent, il est accompagné de Monsieur GAILLARD, du bureau d'études ATDX. Il représente Monsieur Gérard CROZEL, le gérant de la société ETABLISSEMENTS RICARD. Il remet son mandat.

Monsieur le secrétaire général demande à l'exploitant la raison pour laquelle la société demande une durée d'exploitation de 25 ans.

Monsieur CROZEL répond que le volume extrait chaque année n'est pas très important et que 25 ans est une durée moyenne dans le monde des carrières.

Monsieur VAQUE souhaite connaître le projet de réaménagement et demande pourquoi ne pas rétrocéder dans 25 ans à la commune, avec un plan d'eau.

Monsieur REY répond qu'après exploitation, il est prévu un retour à la zone naturelle.

Madame le Maire souhaite que l'exploitant explique pourquoi la demande a été maintenue à 25 ans.

Monsieur CROZEL précise que la durée est fonction des investissements.

Madame le maire précise qu'une réduction de la durée ne remettrait pas en cause l'activité de la société.

Monsieur le secrétaire général rappelle que si un changement était intervenu, cela remettrait en cause l'ensemble du dossier.

Monsieur GAILLARD rappelle que la mairie est d'accord pour l'extension et que le document d'urbanisme le permet.

Monsieur VAQUE précise qu'il est déjà impacté par la carrière les sables de Montmou, qui selon lui présente des dysfonctionnements notamment par des parcelles déjà exploitées sauvagement et non réaménagées.

Madame le maire lui répond que le sujet soumis à cette séance est la carrière « Mourre de Lira ».

Monsieur VAQUE précise néanmoins qu'il pense que le PLU a été modifié pour cette carrière et que la carrière Les sables de Montmou va demander une modification et une extension.

Monsieur GUYARD demande aux membres si quelqu'un a d'autres questions à poser.

En l'absence de question supplémentaire, monsieur le secrétaire général remercie l'exploitant.

Après que celui-ci se soit retiré, il propose aux membres de passer au vote.

Le vote de la commission est comme suit :

Avis défavorable : 5 (deux titulaires ayant un mandat chacun) et Madame le maire de MORNAS

Abstention : 0

Avis favorable à la majorité

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.


Pour le préfet,
le secrétaire général,
Christian GUYARD

POSITION DE L'UNICEM

L'UNICEM demande aux représentants de la Profession siégeant en CDNPS de voter « POUR » l'approbation du schéma - car ce dernier résulte d'un long processus de co-construction qui a bien pris en compte les enjeux de la Profession - en tout rapportant les 7 remarques ci-après qui feront l'objet d'un courrier de l'UNICEM

REMARQUES CONCERNANT LA RÉGULARITÉ DU SRC QUI DOIVENT NÉCESSAIREMENT FAIRE L'OBJET DE MODIFICATIONS

1 Le SRC ne peut pas imposer le retour systématique à un usage agricole mais celui-ci peut être systématiquement étudié.

Cette remarque concerne la phrase ci-après qui a été rajoutée (tome 2 – page 53) suite aux consultations des EPCI, mais qui ne peut être retenue « *le retour systématique à un usage agricole à l'issue de l'exploitation compte-tenu de l'objectif, national comme régional, de lutte contre la consommation des terres agricoles, avec la recherche d'un réaménagement à l'avancement (cf. mesure 56) ».*

Car :

Le projet de réaménagement doit tenir compte du contexte local, des besoins des collectivités, des souhaits de la commune... La vocation ultérieure des sites ne peut pas être imposée par le SRC. En revanche, le SRC peut préconiser que ce type de réaménagement soit systématiquement étudié dans les zones agricoles.

2 Le SRC ne peut pas créer d'enjeu rédhibitoire.

Cette remarque concerne l'enjeu « Périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) » qui était en niveau modéré, et qui est devenu « rédhibitoire » dans la version 4 du SRC (tome 1 pages 74, 86 mais aussi 118 et 119).

C'est d'ailleurs ce que Madame BAZERQUE expliquait lors du copil (27 mai 2021 – cf. extrait du PV page 2 ci-dessous).

La DREAL précise qu'un SRC ne peut pas créer du droit : il ne peut pas créer de zonages rédhibitoires, les zonages environnementaux pour lesquels la réglementation n'interdit pas les projets d'aménagement ont été classés en enjeux fort ou modéré. Ce classement permet d'orienter l'implantation des projets : aller d'abord dans les secteurs de moindre enjeu, pour faciliter l'aboutissement des projets.

Il s'agira donc de revenir à la rédaction antérieure et considérer cet enjeu comme « modéré ».

REMARQUES POUR EVITER DE FRAGILISER LES FUTURS DOSSIERS ET LES ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX

À propos de la cartographie

L'outil cartographique permettant de positionner les cartes par rapport aux différents enjeux comporte :

- des erreurs (périmètres de certaines carrières)
- des oublis (ceux-ci concernent principalement les plateformes).

3 Dans l'hypothèse où les corrections ne puissent être apportées dans la version du SRC qui sera soumise à l'approbation du Préfet, l'UNICEM fournira un document regroupant l'ensemble des modifications cartographiques communiquées par les Professionnels. **Il conviendrait d'annexer ce document SRC afin de sécuriser les futurs dossiers de demandes d'autorisation et les arrêtés préfectoraux.**

À propos de l'observatoire des matériaux

4 Les objectifs de l'observatoire des matériaux, dont la création fait l'objet de la mesure n° 1 (tome 2 – pages 7), devraient être complétés par ce point : « **suivre les évolutions des productions et des volumes de ressources primaires et secondaires, afin d'actualiser les besoins en ressources primaires et les objectifs de recyclage** ».

Car :

- Le SRC de PACA s'appuie sur des données de 2015 ce qui, ramené à la situation actuelle, conduit à sous-estimer certains besoins (comme par exemple les besoins en roches dures pour les couches de roulement) et surestimer certaines réserves de gisement ;
- Le gisement d'agrégats d'enrobés est stable et ne va pas augmenter dans le futur (les chantiers de rénovation des routes ne vont pas être plus nombreux). Ce volume de ressource secondaire est surestimé dans le SRC ;
-

L'observatoire des matériaux doit avoir un rôle majeur dans l'analyse des productions, des volumes de ressources secondaires et, donc, dans l'actualisation des besoins et des objectifs de recyclage.

Cette précision permettra d'éviter des recours au motif que le projet n'est pas cohérent avec les besoins et objectifs fixés dans le SRC.

AUTRES REMARQUES

Sur le contenu de l'étude d'impact

5 Le SRC ne peut pas imposer le rajout de thèmes à traiter dans l'étude d'impact dont le contenu réglementaire défini est déjà très lourd et très complet (cf. article R 122-5 du Code de l'Environnement).

Cette remarque concerne la phrase ci-après qui a été rajoutée (tome 2 – page 47) suite aux consultations des EPCI, « *Le carrier pourra analyser, en complément des points mentionnés dans la réglementation, l'impact de son projet sur les enjeux relatifs aux approvisionnements en circuits courts de produits agricoles et sylvicoles* » que l'on propose de modifier comme suit :

« Lorsque son projet est soumis à étude préalable agricole (cf. la loi d'avenir du 13 octobre 2014), le carrier pourra analyser, en complément des points mentionnés dans la réglementation, l'impact de son projet sur les enjeux relatifs aux approvisionnements en circuits courts de produits agricoles et sylvicoles »

Car :

- Toutes les composantes environnementales, dont les espaces agricoles et forestiers doivent être étudiés dans l'étude d'impact, en termes d'état initial, d'analyse des effets et de mesures pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs.
- L'étude de l'impact sur les enjeux relatifs aux approvisionnements en circuits courts de produits agricoles et sylvicoles relève plutôt de l'étude préalable (qui n'est pas obligatoire pour tous les projets de carrières¹), mais qui est hors sujet dans le cadre des dossiers de demande d'autorisation environnementale.

¹ Les conditions cumulatives requises pour être concernées par l'étude préalable sont les suivantes :

- Surface concernée : **5 ha** (Toutefois, chaque Préfet de département pourra moduler ce seuil dans une fourchette comprise entre 1 et 10 hectares
- **Terrain affecté à une activité agricole** au sens de l'article L.311-13 du code rural **dans les cinq années** précédant la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation ;
- **Terrain inscrit en zone A** (agricole) **ou N** (naturelle ou forestière), à l'exception de celles classées en zone U, dans un document d'urbanisme

Sur la protection des GIN et des GIR - Traduction dans les documents d'urbanisme

6 La mesure n° 9, qui a pour objectif la préservation des GIN et des GIR, devrait être complétée par sa traduction cartographique dans les PLU(i), notamment par l'application d'un surzonage « richesse du sol et du sous-sol ».

Afin de répondre à l'objectif de préservation à long terme de l'accès aux GIN/GIR et de rendre possible leur exploitation, la mesure n° 9 (tome 2 – page 17) impose aux documents d'urbanisme (SCOT et à défaut PLU(i)) :

- D'intégrer les GIN/GIR identifiés,
- De préserver ces gisements de l'urbanisation, par exemple en recommandant dans les SCOT de les classer (ou en les classant pour les PLU(i)) en zones naturelle ou agricole non constructibles, hormis pour les installations et constructions nécessitées par l'activité de production agricole et sans alternative géographique.

Afin de rendre cette protection plus concrète et plus sûre, il conviendrait de rajouter un surzonage « richesse du sol et du sous-sol » sur les plans de zonage. C'est ce qui a été fait dans les PLU métropolitain de Marseille Provence et de Nice. Ce classement n'empêche pas la réalisation de projet autres que l'ouverture de carrières, mais ceux-ci ne doivent pas rendre impossible l'exploitation future de carrières.

Sur le développement du recyclage

7 Concernant les sédiments de dragage visé à la mesure 17 (tome 2 page 24), le SRC précise que leur stockage doit se faire préférentiellement dans des installations existantes autorisées. Il est particulièrement important de que le recyclage se fasse également dans ces installations autorisées, pour répondre à l'objectif général de « développement du recyclage » et d'économie de la ressource primaire..

Le paragraphe ci-après sera donc utilement modifié en rajoutant les termes « et pour le recyclage »

« Concernant les sédiments de dragages issus des cours d'eau, dans le cadre d'opération autorisées au titre de la loi sur l'eau (articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement) et rendues nécessaires par les travaux destinés à l'amélioration du transit sédimentaire, à l'entretien ou à la sécurisation des cours d'eau, les sédiments nécessitent en général un stockage intermédiaire (en lien avec le décalage entre les opérations de dragage et la cadence d'utilisation des matériaux). Pour ce stockage intermédiaire, **et pour leur recyclage**, l'utilisation d'installations existantes et dument autorisées est à favoriser, afin de limiter les conséquences et impacts de nouvelles installations de ce type sur l'environnement ».

UNICEM SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR CORSE

Association de Protection et de Défense de MORNAS
Et du Massif d'UCHAUX
1595A CHEMIN DES ISSARDS
84550 MORNAS

Monsieur Le Commissaire

Enquêteur

MORNAS LE 20 Mars 2022

Objet :

Enquête Publique Extension de la Carrière Calcaires Gréseux « MOURE DE LIRA »

Monsieur,

L'enquête publique concerne la modification du PLU d'une partie de la parcelle 1354A, propriété de la commune de MORNAS, boisée et classée actuellement N donc protégée et qui demande à être reclassée NCA donc carrière afin de permettre l'extension de la carrière « LE MOURE DE LIRA ».

Cette parcelle est aussi impliquée dans l'exploitation de la carrière « LES SABLES DE MONTMOU », la présence d'un radar militaire et d'une antenne relai téléphonique.

L'extension de la carrière « LE MOURE DE LIRA » est destinée à l'exploitation de calcaires gréseux qui une fois concassé ne possède pas de bonnes caractéristiques mécaniques.

Pour mémoire, il subsiste, dans la carrière « LES SABLES DE MONTMOU », 300 000 mètres cubes de ce type de matériaux issus de découvertes et qui sont entreposés en stock dans le cadre du réaménagement de cette carrière et non utilisés à titre commercial.

Dernièrement, une usine de recyclage vient de s'implanter sur MONDRAGON, produisant un produit équivalent à partir d'éléments de démolition présentant de très bonnes caractéristiques mécaniques. Ce produit rentre en compte dans le « Schéma départementale des carrières » et qui est, pour information, utilisé dans le cadre des travaux de marchés publics sur la commune de MORNAS sur la construction de la « Voies Douce » au niveau de la montée des ISSARDS. A produit équivalent et présentant de meilleures qualités les prix d'achat THTP diffèrent :

- Matériaux Calcaire Gréseux MOURE DE LIRA produisant une GNT 0/20 : 10€40
- Matériaux de démolition produisant un matériau 0/20 Recyclé : 9€00

Dans ce dossier, il est mentionné qu'une mare est alimentée par les eaux de surfaces issues des ruissellements. Je peux vous confirmer que cette information **EST TOTALEMENT FAUSSE**.

Cette mare ou lac est le fruit de l'exploitation du sable et de la présence de nappe phréatique existante. A ce sujet, au cours de l'exploitation du sable, une importante arrivée d'eau est apparue et a submergé deux engins de terrassement. Le rapport du BRGM en date d'AOUT 1990 du massif d'UCHAUX fait allusion d'un lac alimenté par une source.

Si on reprend les caractéristiques générales du projet, dont le dossier d'enregistrement est le N°2019/ICPE CAR/01, notre conclusion développe deux sujets :

- notre déduction = Déboisement intempestif de la forêt communale cadastrée 1354A secteur « La Moure du Lira » ainsi que la dénaturalisation visuelle du paysage de MORNAS.
- Notre analyse = **Exploitation d'un matériau de qualité médiocre dont le seul but est une utilisation industrielle du site jusqu'en 2046**

L'association que je préside se positionne pour un NON au projet.

Ce projet va dans le cadre de dénaturalisation de la forêt Mornassienne, parcelle communale cadastrée 1354A. Il subsiste encore la présence de masses d'eau (nappe phréatique suspendue) dans ce massif du à la présence de la « Faille de MONTMOU ». Une étude devrait être entreprise afin de déterminer le rôle de cette faille et de la présence de masse d'eau.

Association de Protection et de Défense de MORNAS Et du Massif d'UCHAUX

Le Président

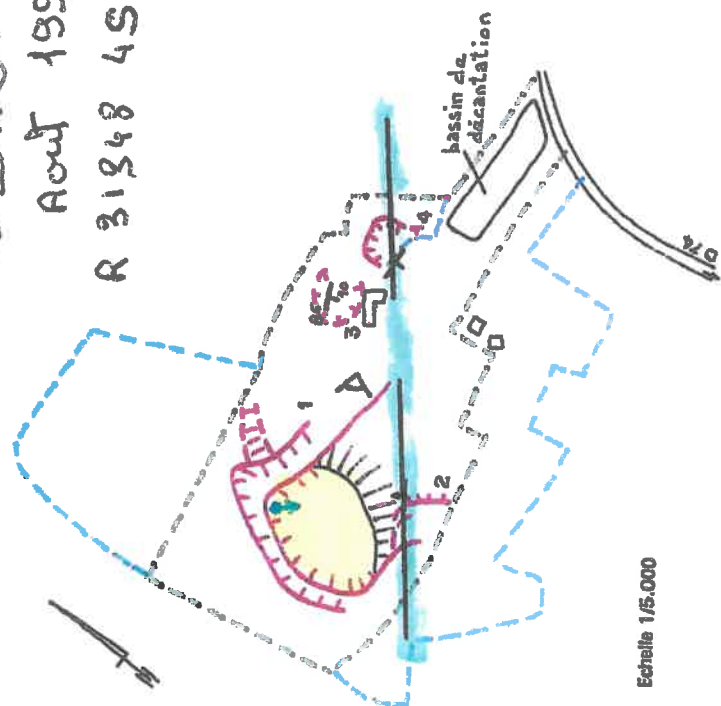
VAQUE Pierre



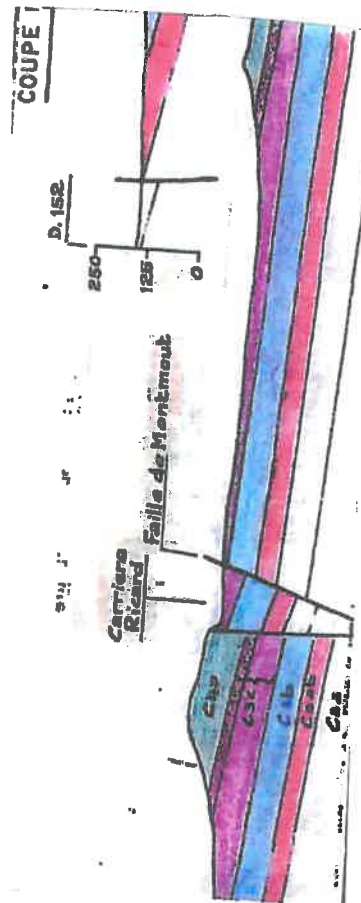
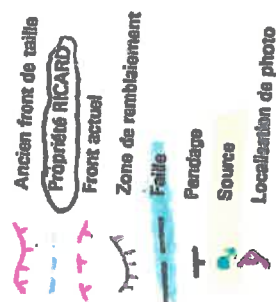
PJ : Extrait du Rapport BGRM sur la carrière RICARD MOURE DE LIRA

Q 31848 4580

Carrière Ricard (2)



Echelle 1/5.000



4 fronts de carrière :

- 1 au Nord, de 6 à 7m de haut-Calcaire gréseux
Exploitation pierre à bâtir
- 2 au Sud:Sable rouge 5m de haut
- 3 à l'Ouest:Sable jaunâtre sous grès 3 à 4m de haut
- 4 à l'Ouest:Sable jaunâtre 4 à 5m



